

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1760

Artikel: Opposition, volonté populaire : l'UDC s'emploie à détourner le sens des mots : des manipulations du vocabulaire politique au service d'une stratégie de rupture inconnue dans la culture politique suisse, et incompatible avec celle-ci

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024515>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

EWS, notre amour

Comme avant elle Ruth Dreifuss, Eveline Widmer-Schlumpf suscite les espoirs les plus fous

François Brutsch (14 décembre 2007)

Dans *Le choc amoureux*, Francesco Alberoni définit celui-ci comme «*l'état naissant d'un mouvement social à deux*». C'est la Libération, Mai 68, la chute du Mur en privé. Un état de grâce pendant lequel tout est possible, des perceptions extra-sensorielles se développent (ou, comme dit joliment l'anglais, tous vos sens prennent congé), l'excitation fait disparaître la fatigue et relègue la vie quotidienne à l'arrière-plan: le passé est oublié, l'avenir s'annonce radieux. On a une démonstration du parallèle avec la ferveur avec laquelle est accueillie la tombeuse de Christoph Blocher, Eveline Widmer-Schlumpf. Le phénomène s'était déjà produit lors du précédent psychodrame gouvernemental: c'était alors

Ruth Dreifuss qui était apparue miraculeusement après l'éviction de la candidate du PS, Christiane Brunner, et le retrait dramatique de l'élue, Francis Matthey.

Dans les deux cas, voici une femme investie de la mission de sauver le pays (dans le sens de guérir; on attend de l'homme providentiel qu'il porte, lui, le fer où ça fait mal). Hors de leur milieu et de leurs proches, nul ne les connaissait la veille. Et pourtant, mystérieusement, des milliers de gens de toute provenance, de tous âges et de tous milieux s'en sentent instantanément proches, leur vouent une confiance non pas tant aveugle que béate, et ont au fond le sentiment de les avoir toujours connues: le coup de foudre! Et

n'était-elle pas sympathique, franche et directe, Eveline, dans cette brève séquence sur un quai de gare à Zurich?

Jeudi matin à la télévision, il fallait voir les verts, les socialistes jusqu'aux moins acquis à la participation au gouvernement dévorer des yeux leur élue, applaudir à tout rompre comme jamais un politicien UDC! Les électeurs de droite de Ruth Dreifuss ont rapidement retrouvé le chemin de la confrontation démocratique, la gauche découvrira bien assez tôt que la plus folle passion peut aussi mûrir en mariage de raison (synonyme: concordance). En attendant, ça stimule la sécrétion d'endomorphines!

Opposition, volonté populaire: l'UDC s'emploie à détourner le sens des mots

Des manipulations du vocabulaire politique au service d'une stratégie de rupture inconnue dans la culture politique suisse, et incompatible avec celle-ci

Jean-Daniel Delley (16 décembre 2007)

Il ne faut pas faire trop grand cas des menaces et des rodомontades de l'UDC. La colère et la frustration de ce parti après l'échec de son leader expliquent la violence de ses propos. Les institutions helvétiques sont suffisamment solides et ancrées dans la culture politique pour résister à

ces déclarations de guerre.

Par contre il est un combat, plus sournois, qu'il ne faut pas négliger, celui que mène systématiquement l'UDC avec les mots. Car les mots sont les lunettes à travers lesquelles nous interprétons la réalité. En détourner le sens, c'est

façonner progressivement le paysage politique à son avantage.

En ne reconnaissant pas les deux élus au Conseil fédéral issus de ses rangs, l'UDC annonce son retrait dans l'opposition. L'innovation langagière est d'importance car

le couple majorité-opposition fait référence au régime parlementaire. En Suisse, un parti est gouvernemental ou non gouvernemental selon qu'il est représenté ou non à l'exécutif. Et dans les deux cas de figure il est susceptible de s'opposer à un objet particulier lorsqu'il estime que son point de vue n'a pas été suffisamment pris en compte. Mécontent du compromis, il s'y oppose au parlement et, le cas échéant, devant le peuple. Mais l'opposition de principe, telle qu'on peut l'observer chez nos voisins, n'a pas de sens, sauf à espérer conquérir la majorité. S'agit-il d'une erreur de langage de la part d'une UDC sous le coup de l'émotion? Plusieurs indices montrent que tel n'est pas le cas et que ce parti vise à tracer une frontière étanche entre lui et tous les autres partis confondus. Ainsi, par exemple, de son refus de participer à l'émission de la télévision alémanique *Arena* sous prétexte qu'on ne lui attribue pas à elle seule le même nombre d'intervenants qu'à l'ensemble des autres formations; ainsi de sa volonté de ne plus tolérer la moindre incartade de l'un ou l'autre de ses élus, une discipline propre

aux régimes parlementaires. L'UDC distingue très clairement le «*nous*» et «*les autres*», ses adversaires, réduisant le réel à une dimension binaire. Empruntant à la logique évangélique – qui n'est pas avec moi est contre moi –, elle vise à se profiler comme la seule référence des mécontents, toutes les autres formations politiques étant faites du même bois.

Bien sûr, dans les faits cette ambition ne trouvera pas à se réaliser. Les décisions continueront à émaner de majorités variables selon les dossiers, et l'UDC s'y ralliera lorsque des projets correspondront à ses objectifs. A défaut, elle perdrait toute crédibilité auprès de son électorat. Mais à terme, cet abus de langage risque de conduire à une polarisation réductrice et à une pollution du débat politique.

Démocratie et volonté populaire font l'objet d'un même détournement de sens. Pour l'UDC, le peuple se meut dans un espace libre de toute contrainte. Dès lors elle peut en appeler à lui contre le droit

international qui brimerait les droits du peuple; contre la Constitution et les droits fondamentaux lorsque ce parti défend la naturalisation dans les urnes; contre le parlement qui ne réélit pas son chef au Conseil fédéral; contre le sens même des élections parlementaires qui servent à désigner des députés et non des membres de l'exécutif; contre le résultat de ces mêmes élections qui révéleraient un plébiscite en leur faveur et sacrerait un grand parti opposé à de «*petits*» partis, un qualificatif prononcé à plusieurs reprises depuis le 21 octobre dernier. Il fait fi d'une conquête précieuse de l'Etat de droit: la séparation des pouvoirs et l'exercice organisé de la souveraineté populaire dans le cadre d'institutions stables. Bref, tout le contraire de l'émotion des foules érigée en règle de vie collective.

Déjà l'UDC s'est approprié l'idée de patrie parce que ses adversaires, notamment à gauche, l'ont trop longtemps laissée en jachère. Il est temps d'engager le combat contre cette dérive du sens des mots.

L'UDC contre l'Europe: rien de bien nouveau

Un tour d'horizon des dossiers en suspens

Albert Tille (16 décembre 2007)

On pourrait craindre que l'entrée dans l'opposition du parti anti-européen perturbe sévèrement la conduite des relations avec Bruxelles. Et la liste des affaires en cours ne cesse de s'allonger. Mais la capacité de nuisance de la

nouvelle opposition ne doit pas être surestimée. Pour les sept objets déjà inscrits à l'agenda de la législature, les oppositions d'intérêts l'emportent le plus souvent sur les positions idéologiques. Le débat européen ne peut donc se

résumer à une simple opposition entre l'UDC et les autres partis. Tentons un inventaire des enjeux en commençant par le plus important.

La libre circulation des